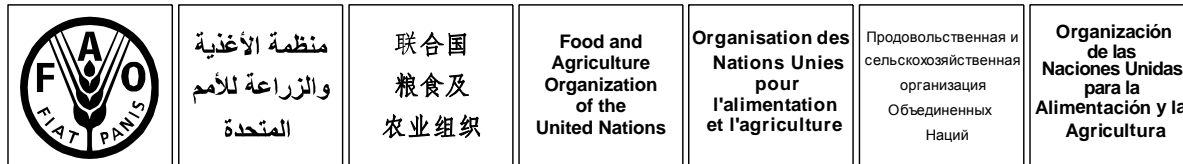


Octobre 2013



COMITE DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES

Quatre-vingt-dix-septième session

21-23 octobre 2013

**ACTIVITÉS DE LA SOUS-DIVISION DROIT ET DÉVELOPPEMENT
(DOCUMENT D'INFORMATION)**

I. INTRODUCTION

1. L'objet du présent document est de fournir au Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) des informations sur la Sous-Division droit et développement (LEGN) du Bureau des affaires juridiques et de l'éthique (LEG), et de décrire sommairement le rôle que celle-ci pourrait jouer dans le contexte du nouveau Cadre stratégique. Il donne une vue d'ensemble des activités techniques et de terrain de LEGN et décrit la contribution que l'on attend d'elle pour la réalisation des objectifs énoncés dans le nouveau Cadre stratégique et dans le PTB 2014-2015 de la FAO. L'on y présente plus particulièrement la mission et les approches de LEGN, et l'on décrit notamment brièvement le contexte dans lequel elle s'inscrit, ses principaux objectifs, ses activités, quelques réalisations récentes et ses responsabilités futures s'agissant de la mise en œuvre du Cadre stratégique de la FAO. Dans la mesure où le CQCJ s'occupe de questions juridiques, il semble judicieux qu'il soit informé des activités de la Sous-Division.

II. VUE D'ENSEMBLE DE LA SOUS-DIVISION

Contexte

2. LEGN – l'une des trois sous-divisions qui composent LEG – est, au sein des Nations Unies, la seule unité administrative à donner aux États Membres des avis et des informations juridiques en matière de programmes concernant les cadres juridiques pour une agriculture durable et pour la gestion des ressources naturelles.

Principaux objectifs, activités et réalisations récentes de LEGN

3. Aux termes de l'énoncé des fonctions de la Sous-Division qui figure à la section 107.3.3 du Manuel administratif de la FAO, LEGN a pour mission de fournir une assistance juridique dans tous

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mi660f

les domaines relevant du champ d'activités de la FAO¹. LEGN travaille en étroite collaboration avec les Membres, ainsi qu'avec les experts techniques et les bureaux décentralisés de l'Organisation. Elle a une longue expérience des activités multidisciplinaires et multisectorielles, qu'elle mène avec des partenaires très variés.

Fourniture d'une assistance et d'un soutien juridiques dans les domaines relevant du mandat de la FAO

4. LEGN émet des avis d'ordre juridique et réglementaire dans les domaines ci-après:
- la production végétale et la protection des plantes, la santé et la production animales et la sécurité sanitaire des aliments (ce qui a notamment trait à la mise en œuvre de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), du Code de conduite international sur la gestion des pesticides et des normes définies par la Commission du *Codex Alimentarius* et par l'Organisation mondiale de la santé animale), la production végétale de plein champ, les semences et intrants agricoles, la protection des consommateurs, les aliments pour animaux, l'identification et la traçabilité des animaux et les médicaments vétérinaires;
 - le développement du secteur agroalimentaire, et notamment la mise en œuvre des Principes pour un investissement agricole responsable, l'agriculture familiale, les passations de marchés publics, les partenariats public-privé, l'agriculture sous contrat et les finances agricoles;
 - les pêches et l'aquaculture, y compris la mise en œuvre d'instruments internationaux contraignants (tels que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer) et volontaires (par exemple le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable);
 - la sécurité alimentaire et la protection et le développements sociaux, notamment la mise en œuvre des Directives volontaires de la FAO à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et la mise en œuvre des normes du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT) s'agissant des questions de parité hommes-femmes dans l'agriculture, du développement rural, de la protection des groupes vulnérables et des droits des communautés autochtones;
 - la foresterie, la biodiversité et la gestion des ressources naturelles (y compris la lutte contre le commerce illicite de bois), les produits forestiers non ligneux, les feux de forêt, les droits d'émission de carbone et l'agroforesterie;
 - la gestion et la planification de l'utilisation des terres, les régimes et l'enregistrement fonciers, les acquisitions de terres à grande échelle et plus particulièrement les aspects juridiques relatifs à la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.
5. Les services juridiques fournis par LEGN comprennent un soutien pour l'évaluation et la rédaction des actes législatifs ainsi que des contributions pour l'élaboration et l'application de directives mondiales et pour l'établissement de normes.

Collecte, traduction et diffusion d'informations juridiques

6. LEGN gère les bases de données FAOLEX², FISHLEX³, WATERLEX⁴ et TRAITÉS SUR L'EAU⁵. Ces bases de données offrent à leurs utilisateurs un accès en ligne, gratuit, à des collections

¹«La [Sous-Division] donne à l'Organisation et à ses Membres des avis sur les moyens juridiques et institutionnels dont ils disposent pour favoriser et réglementer le développement national et la coopération internationale dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, en menant des activités de réforme législative, en effectuant des recherches juridiques, en recueillant des données et en renforçant les capacités dans les domaines des terres, de l'eau, des pêches, des plantes, des animaux, de l'alimentation, de la foresterie, des espèces sauvages, de la biodiversité et de l'environnement ainsi que pour d'autres questions relatives à l'alimentation et à l'agriculture (commerce, biotechnologies, etc.)» – Section 107.3.31 du Manuel administratif de la FAO.

² http://faolex.fao.org/faolex_fra/index.htm.

³ <http://faolex.fao.org/fishery/index.htm>.

⁴ <http://faolex.fao.org/waterlex/index.htm>.

⁵ http://faolex.fao.org/watertreaties_fra/index.htm.

très complètes d'informations sur les dispositions législatives et réglementaires nationales et internationales. La gamme des domaines couverts est très large⁶.

7. FAOLEX – la base de données principale de LEG – contient les lois et règlements nationaux relatifs à l'alimentation, à l'agriculture et aux ressources naturelles renouvelables. FISHLEX et WATERLEX contiennent des données sur les mesures législatives et réglementaires relatives aux prescriptions des États côtiers concernant la pêche étrangère et les ressources en eau, respectivement. La base de données TRAITÉS SUR L'EAU⁷ permet de consulter les textes de traités et d'accords bilatéraux et multilatéraux sur la mise en valeur et la gestion des cours d'eau, des lacs et des ressources en eau souterraine.

8. Par ailleurs, conformément à un accord entre la FAO, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les données de FAOLEX sont en cours de versement dans la base de données en ligne ECOLEX. LEGN gère cette base de données conjointement avec ses partenaires de l'UICN et du PNUE. Cette source d'informations combinées constitue la plus grande plateforme au monde sur le droit de l'environnement, plus de 100 000 références étant déjà disponibles sur Internet.

9. LEGN fait aussi profiter d'autres unités de l'Organisation de ses compétences spécialisées en matière de gestion et de mise au point de bases de données. Elle a ainsi, par exemple, travaillé avec le Département des pêches et de l'aquaculture (FI) à la mise au point de PORTLEX⁸, une base de données sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR). Elle a aussi travaillé avec le Système mondial d'information sur les pêches (FIGIS) de la FAO et avec FI à la création et à la mise à jour de la base de données contenant les fiches d'information «Vue générale de la législation nationale sur l'aquaculture» (NALO).

Publications

10. LEGN joue un rôle essentiel dans la fourniture d'informations sur les pratiques législatives optimales en matière d'alimentation, d'agriculture et de gestion des ressources naturelles et d'élaboration d'outils destinés aux législateurs et aux responsables politiques dans les domaines relevant du mandat de la FAO. Dans ce contexte, elle publie régulièrement des manuels et des lignes directrices dans la série des Études législatives de la FAO et, occasionnellement, des articles dans la série des Études juridiques de la FAO en ligne. Ces publications présentent souvent les tendances et les pratiques optimales en matière législative, proposent des analyses et des pistes de rédaction et mettent en lumière les principaux problèmes juridiques qui se posent dans les divers sous-secteurs agricoles⁹. LEGN contribue par ailleurs à des publications externes qui traitent de domaines relevant du mandat de la FAO¹⁰.

11. LEGN publie par ailleurs un bulletin d'information semestriel dans lequel elle passe en revue ses activités. Ce bulletin d'information est diffusé par la voie électronique¹¹.

⁶ Ainsi, par exemple, on ajoute quelque 8 000 nouvelles entrées et mises à jour à FAOLEX chaque année.

⁷ http://faolex.fao.org/watertreaties_fra/index.htm.

⁸ <http://www.fao.org/fishery/psm/collection/fr>.

⁹ Par exemple, en 2012, LEGN a publié «Organic Agriculture and the Law» (Étude législative de la FAO n° 107), qui fait le point sur les mesures législatives relatives à l'agriculture biologique et qui explique les différents problèmes juridiques liés à ce type de production agricole. Une nouvelle étude législative intitulée «Regulatory Frameworks for Warehouse Receipt Finance - Comparative Legal Analysis» est en cours d'évaluation par un comité de lecture.

¹⁰ Récemment, LEGN a écrit un chapitre intitulé «International legal frameworks for food labeling and consumer rights» dans J. Albert (sous la direction de), *Innovations in food labeling*, 2010, CRC Press. Parmi ses autres contributions, on peut citer l'élaboration d'un chapitre sur la gouvernance relative aux océans intitulé «Integrative Policy and Legal Instruments, Approaches and Tools: Fisheries and Biodiversity Conservation», dans l'ouvrage intitulé *Governance for Fisheries and Marine Conservation*, à paraître en 2013.

¹¹ La dernière édition en date a été publiée en juin 2013

(http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/legal/docs/devlaw3.pdf).

Réalisations les plus récentes de LEGN

12. Chaque année et en réponse aux sollicitations, LEGN travaille, en collaboration avec les unités techniques de la FAO, les États Membres, les donateurs et d'autres partenaires, à un nombre important de programmes et de projets qui permettent la fourniture d'une assistance juridique aux niveaux mondial, régional et national. On trouvera ci-après un aperçu des récentes interventions réussies de LEGN dans la réalisation de sa mission.

- une contribution à la rédaction et l'adoption par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, en mai 2012, des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale;
- la fourniture d'un appui technique, par la voie de l'initiative l'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim et de l'Équipe Droit à l'alimentation, pour l'élaboration de la loi-cadre régionale sur le droit à l'alimentation, à la sécurité alimentaire et à la souveraineté alimentaire adoptée en novembre 2012 par le Parlatino (Parlement latino-américain). Cette loi-cadre consacre le droit à l'alimentation et est le fruit du consensus entre les pays d'Amérique latine sur le type de mesures législatives et de mesures de fond qui peuvent être prises pour intégrer une approche fondée sur les droits de l'homme dans les cadres juridiques nationaux sur la sécurité alimentaire et la nutrition;
- un appui pour l'adoption et la mise en œuvre de l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, et notamment la fourniture d'avis sur la mise en œuvre de l'Accord et sur l'intégration des mesures du ressort de l'État du port dans les cadres juridiques nationaux;
- la fourniture d'un soutien juridique à la CEDEAO, à l'UEMOA et au CILSS, qui a débouché sur une décision politique, la mobilisation de capitaux et un plan de mesures en vue de l'harmonisation des cadres juridiques relatifs à la gestion des pesticides dans 19 pays d'Afrique de l'Ouest;
- la rédaction de trois actes législatifs sur la production animale et la santé et le bien-être des animaux, les abattoirs et l'inspection de la viande, et les aliments pour animaux, et de deux règlements sur les abattoirs et l'inspection de la viande au Suriname, ainsi que la modification, par délibération, de la loi sur les professions vétérinaires grâce à une équipe interdisciplinaire qui était composée de six vétérinaires, trois avocats et cinq zootechniciens;
- en collaboration avec d'autres divisions techniques de la FAO, en particulier le Département des pêches et de l'aquaculture, la fourniture d'un appui général et d'avis juridiques en vue de la formulation et, *in fine*, de la mise en œuvre de trois projets mondiaux financés par le Fonds pour l'environnement mondial et portant sur la gestion et la conservation des ressources halieutiques dans les zones situées au-delà des juridictions nationales;
- la fourniture d'une assistance technique au Gouvernement de la République démocratique populaire lao dans le cadre du projet du Fonds pour le développement du commerce du Laos dont l'objectif était le renforcement de la législation du Laos relative aux mesures sanitaires et phytosanitaires en vue de l'adhésion du pays à l'OMC, nécessitant l'élaboration de 15 nouveaux actes législatifs.

L'avenir: LEGN et le Cadre stratégique révisé de la FAO

13. Le nouveau Cadre stratégique mobilise une grande part des actuelles compétences et spécialités de LEGN et devrait lui offrir l'occasion de revoir ses activités et méthodes de travail afin de s'assurer que celles-ci contribuent toujours à une réalisation efficace et efficiente de la mission générale de l'Organisation. On trouvera en annexe un aperçu des activités en cours ou en préparation, par domaine technique, par région et par unité administrative associée à ces activités.

14. Le nouveau Cadre stratégique de la FAO présente la vision et les objectifs stratégiques de l'Organisation, ainsi que les résultantes escomptées, pour cinq objectifs stratégiques portant sur l'élimination de la faim et le développement agricole. Le futur programme de travail de LEGN sera élaboré compte tenu de ces objectifs stratégiques. L'on considère que la contribution de LEGN sera

particulièrement significative pour les aspects ci-après des objectifs stratégiques, tels qu'ils apparaissent dans les résultantes de l'Organisation et les produits:

- objectif stratégique 1, résultante 1, produit 1.2: les États Membres et leurs partenaires de développement prennent des engagements politiques explicites sous la forme de [...] cadres juridiques et de l'allocation des ressources nécessaires pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition;
- objectif stratégique 1, résultante 3: Les États Membres et leurs partenaires de développement formulent, mettent en œuvre, contrôlent et évaluent [...] une législation destinée à éradiquer l'insécurité alimentaire et la malnutrition;
- Objectif stratégique 2, résultante 2: les parties prenantes dans les différents pays membres renforcent la gouvernance, à savoir la législation [...] qui [est indispensable] pour soutenir les producteurs, et ceux qui gèrent les ressources lors de la transition vers des systèmes de production du secteur agricole durables;
- objectif stratégique 2, résultante 3: les parties intéressées élaborent, adoptent et mettent en œuvre les mécanismes de gouvernance et les instruments associés (normes, directives, recommandations, etc.) qui sont nécessaires pour améliorer et intensifier de manière durable la fourniture de biens et services dans les systèmes de production du secteur agricole;
- objectif stratégique 3, résultante 2, produit 2.2: il est fourni un appui aux politiques en vue d'étendre l'application des normes internationales du travail aux zones rurales, et notamment un appui visant à renforcer les cadres juridiques pour un emploi rural décent;
- objectif stratégique 3, résultante 3, produit 3.1: il est donné des avis en matière de politiques et il est mené un renforcement des capacités ainsi qu'un plaidoyer en vue d'améliorer les systèmes de protection sociale afin de favoriser un développement rural durable et équitable, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et il est notamment fourni un appui visant à renforcer les cadres juridiques pour la protection sociale et la mise sur pied d'études juridiques sur les aspects réglementaires de celle-ci – notamment les normes de droit international pertinentes, l'adoption d'une approche fondée sur les droits de l'homme et les liens avec la production agricole – d'application mondiale et au moyen d'études par pays;
- objectif stratégique 4, résultante 1: les politiques, les cadres réglementaires et les biens publics rendent les systèmes alimentaires, agricoles et forestiers plus ouverts et plus efficaces;
- objectif stratégique 4, résultante 3: des accords et mécanismes internationaux favorisent l'ouverture et l'efficacité des marchés;
- objectif stratégique 5, résultante 1: les pays et les régions disposent de systèmes juridiques [...] ainsi que de cadres réglementaires applicables à la gestion des risques de crise et de catastrophe concernant l'agriculture, l'alimentation et la nutrition.

15. Le Cadre stratégique énonce par ailleurs sept fonctions essentielles et les activités élaborées pour chaque objectif stratégique seront mises en œuvre par l'exercice de ces fonctions essentielles. Compte tenu de sa mission, de ses compétences et de son expérience, LEGN devrait, par ses activités, aider directement l'Organisation à s'acquitter d'au moins cinq de ces fonctions essentielles, comme indiqué ci-après.

- apporter un appui aux pays en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre d'instruments normatifs, notamment accords internationaux, codes de conduite et normes techniques. Les services de conseil juridique de LEGN contribueront à l'élaboration et à la mise en œuvre d'instruments normatifs;
- *rassembler, analyser et contrôler les données et l'information dans les domaines relevant du mandat de la FAO et en améliorer l'accès.* Le travail qu'accomplit LEGN pour FAOLEX ainsi que ses publications sont pertinents à cet égard;
- *favoriser, promouvoir et faciliter le dialogue sur les politiques aux niveaux mondial et régional et au niveau des pays.* L'appui que LEGN fournit au dialogue sur les politiques au niveau national, s'agissant des réformes législatives, aidera l'Organisation à s'acquitter de cette fonction essentielle;

- apporter conseils et appui en vue du renforcement des capacités au niveau régional et au niveau des pays pour préparer, exécuter, contrôler et évaluer des politiques, des investissements et des programmes fondés sur des données factuelles. LEGN entreprend, et renforcera, ses activités de renforcement des capacités sur les questions juridiques. Elle organisera, par exemple, des formations sur le lieu de travail et des ateliers, et donnera des conseils sur les cadres réglementaires et législatifs;
- donner des avis et fournir un appui concernant les activités qui permettent de rassembler et de diffuser les connaissances, les technologies et les bonnes pratiques relevant du mandat de la FAO et d'en améliorer l'assimilation. Le travail qu'accomplit LEGN à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre de normes et de prescriptions internationales et ses activités de promotion des pratiques législatives optimales renforceront l'aptitude de l'Organisation à s'acquitter de cette fonction essentielle.

16. Le Cadre stratégique insiste sur l'adoption d'approches multisectorielles et multidisciplinaires pour la fourniture de produits et de services contribuant à la réalisation des objectifs de plus haut niveau consacrés dans les cinq objectifs stratégiques. C'est ainsi que LEGN travaille et fournit ses services depuis toujours, du simple fait de la nature transversale de ses activités et du soutien juridique que la Sous-Division fournit pour tous les domaines techniques relevant du mandat de la FAO. Les juristes de LEGN, issus de différents systèmes juridiques, collaborent avec les divisions de la FAO ainsi que, à l'extérieur, avec un ensemble de partenaires tels que des organismes des Nations Unies, des organisations de la société civile et des parties prenantes du secteur public et du secteur privé au niveau des pays. Dans l'élaboration de son futur programme de travail, LEGN se fondera sur les enseignements tirés de son expérience et exploitera aussi les possibilités découlant du nouvel accent mis sur une approche multisectorielle et multidisciplinaire, pour la planification de ses futures activités.

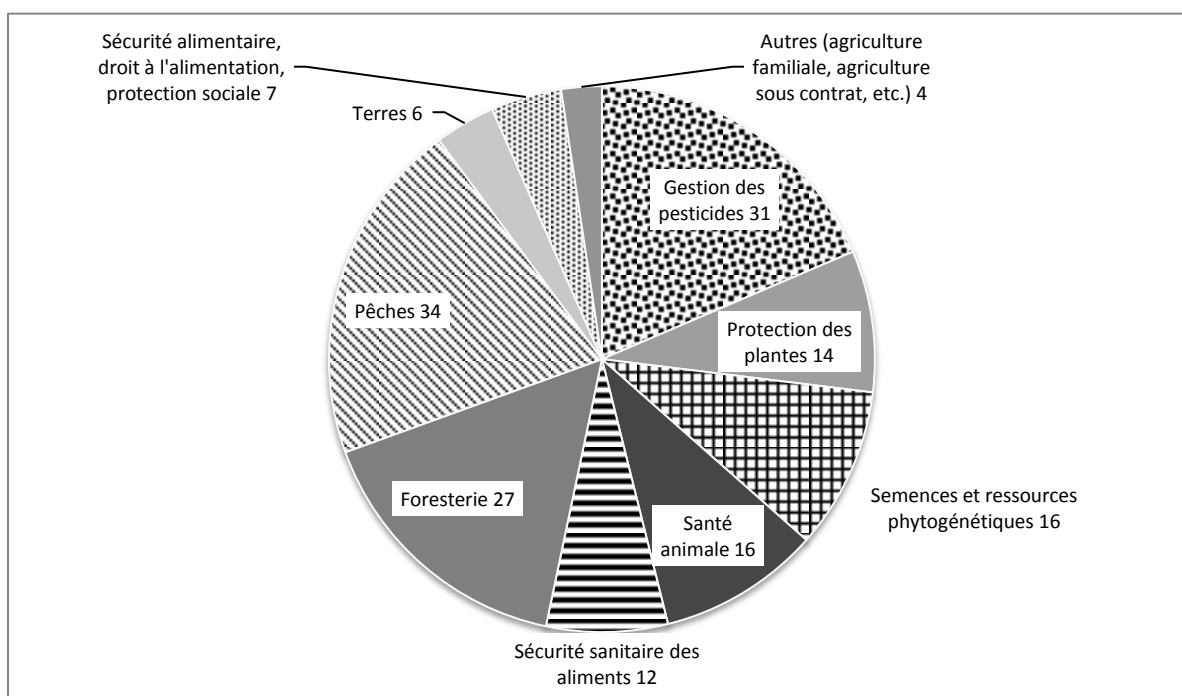
III. SUITE QUE LE COMITÉ EST INVITÉ À DONNER

17. Le CQCJ est invité à examiner le présent document d'information et à faire part de ses éventuelles observations.

ANNEXE: LISTE DES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE LEGN, EN COURS OU EN PRÉPARATION

1. On trouvera ci-après la liste des activités d'assistance technique de LEGN, en cours ou en préparation, prenant la forme d'une évaluation ou d'une rédaction juridique au niveau des pays et/ou au niveau régional. Il n'est ci-dessous pas tenu compte des autres activités de LEGN, telles que les formations ou les séminaires de sensibilisation.
2. LEGN fournit actuellement un soutien juridique pour 167 activités qui ont trait à ses principaux domaines d'activité (*figure 1*), dans 105 États Membres (*figure 2*). Financées sur le budget ordinaire de la FAO au moyen de projets de coopération technique et/ou par des partenaires donateurs, ces activités ont été lancées en réponse à quelque 87 demandes d'assistance technique des États Membres. Ces demandes ont été formulées soit par un État Membre, soit par des organismes régionaux, tels que des communautés économiques régionales, au nom de leurs membres¹². On notera qu'une demande d'aide peut donner lieu à la fourniture d'un soutien juridique dans plusieurs domaines techniques.
3. Comme le montre la *figure 3*, les activités de LEGN ont été menées en collaboration avec une ou plusieurs unités de la FAO issues d'unités techniques du Siège et avec des fonctionnaires des bureaux régionaux ou sous-régionaux.

Figure 1 – Activités d'assistance juridique de LEGN, en cours ou en préparation, par domaine technique



¹² Par exemple, pour le projet TCP/SAP/3404, consacré aux stratégies et au renforcement des capacités des petits États insulaires en développement du Pacifique en vue de faire face aux incidences du changement climatique sur les conflits de juridictions, une demande a été formulée par l'Organisme des pêches du Forum du Pacifique mais le projet comporte la fourniture d'une assistance technique juridique dans 15 pays.

Figure 2 – Activités d'assistance juridique de LEGN, en cours ou en préparation, par région

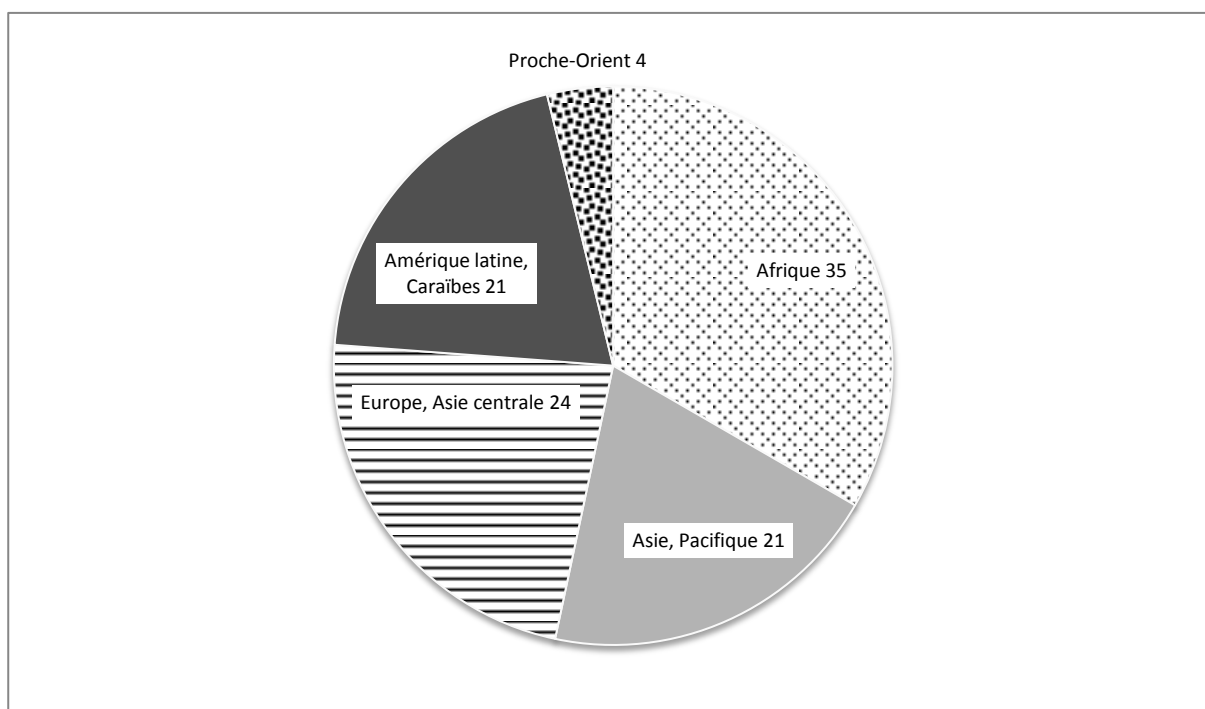


Figure 3 – Vue d'ensemble de la collaboration entre LEGN et les unités techniques de la FAO

